Document generated on 05/08/2025 12:50 p.m.

Bulletin d'histoire politique

La droite québécoise hier et aujourd'hui
Présentation

Frédéric Boily

Volume 21, Number 1, Fall 2012

La droite québécoise hier et aujourd'hui

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1011701ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1011701ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Boily, F. (2012). La droite québécoise hier et aujourd'hui : présentation. *Bulletin d'histoire politique*, *21*(1), 131–138. https://doi.org/10.7202/1011701ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Deuxième dossier

Présentation

La droite québécoise hier et aujourd'hui

Frédéric Boily
Université de l'Alberta

L'année 2011 ainsi que la première moitié de 2012 auront été, au plan politique, fertiles en surprises de toutes sortes. À cet égard, deux intellectuels ont pu observer avec justesse qu'« [u]ne remarquable et rare reconfiguration du paysage partisan semble être en cours au Québec ces six derniers mois, à tel point que plusieurs politologues, journalistes ou analystes doivent revisiter un certain nombre de "constantes" qui étaient tenues pour acquises »[1]. C'est d'abord sur la scène fédérale que des changements importants sont survenus avec la victoire des conservateurs de Stephen Harper qui ont obtenu la majorité tant espérée par eux depuis des années, et sans l'appui du Québec. Si la victoire du Parti conservateur a relancé les débats et les interrogations quant à savoir si le Canada a viré résolument à droite le soir des élections du 2 mai 2011, elle a aussi eu pour effet de raviver les interrogations au sujet de la scène idéologique québécoise. Le fait que le Québec ait voté massivement pour le Nouveau Parti démocratique (NPD), mené par le défunt Jack Layton, a dérouté les observateurs, tout comme la déconfiture électorale du Bloc québécois (BQ) en a pris plus d'un par surprise. Certains y voient là les signes d'un bouleversement ou réalignement politique, comme il s'en produit seulement en quelques rares occasions. Le Québec serait-il, contrairement au Canada, en train de se tourner résolument vers la gauche ? Peu d'analystes croyaient que c'était le cas, mais avec un nouveau chef provenant du Québec (Thomas Mulcair), on ne peut exclure que le NPD ne prenne enfin racine au Québec. Cependant, le BQ pourrait se relancer sous la direction de Daniel

Paillé, encore que les chances de succès apparaissent faibles dans ce cas, cette formation étant dans un profond processus de reconstruction.

Du côté droit de l'axe politique, et probablement depuis la crise des accommodements raisonnables, les choses bouillonnent tout autant qu'à gauche. L'irruption du Réseau Liberté-Québec, à l'automne 2010, a été un signe parmi d'autres que la droite entendait se réorganiser. Certes, il ne faut pas exagérer l'importance de ce réseau puisqu'il s'agit d'un groupe de réflexion, somme toute restreint, qui s'est donné pour tâche de ramer contre le courant de gauche, lequel est perçu par eux comme étant dominant. L'un des principaux animateurs du réseau, Éric Duhaime, poursuit d'ailleurs l'œuvre de ce groupe avec son ouvrage, *L'État contre les jeunes*, où il pose un diagnostic sans concession sur la situation politique du Québec[2].

Sur le plan partisan, c'est surtout l'arrivée de la Coalition Avenir Québec (CAQ) de François Legault, qui s'est transformé en parti politique à l'automne 2011 en absorbant au passage l'Action démocratique du Québec (ADQ) dirigée par Gérard Deltell, qui a ravivé à sa façon les questions concernant la droite. En effet, quelle est la nature de cette formation politique qui en est encore dans son enfance et dont le programme baigne dans le flou, même après son congrès de fondation d'avril 2012 ? Aux yeux d'André Pratte, « la coalition Legault n'est pas de droite, ni même de centre droit ». Il poursuivait en affirmant : « Dans la mesure où ces étiquettes sont pertinentes, les politiques proposées sont plutôt caractéristiques du centre gauche »[3]. Rien de commun donc avec l'ADQ. Pourtant, le politologue Jean-Marc Piotte a bien montré que le parti de François Legault penche par certains côtés à droite, d'où le caractère naturel de la fusion avec l'ADQ, comme la suite des événements l'a d'ailleurs montré[4]. Cela dit, tant que la CAQ n'aura pas subi l'épreuve d'une élection, il est difficile de définir ce qu'elle est, d'autant plus qu'elle se prétend ni de droite, ni de gauche[5].

Or les choses se compliquent encore davantage avec les manifestations étudiantes qui ont agité les rues de Montréal au printemps 2012, celles-ci étant susceptibles de produire des effets imprévisibles quant à la structuration du champ politique. Au premier regard, le clivage politique entre fédéralistes et souverainistes ne permet pas de comprendre cette crise. En ce sens, l'action des étudiants confirmerait plutôt le diagnostic d'un Québec contestataire de plus en plus à gauche contre un gouvernement et un système néolibéral. Dans ce contexte de discrédit du gouvernement libéral, le Parti québécois (PQ) pourrait bénéficier de la crise étudiante. Car après avoir traversé des temps difficiles, le PQ connaît un indéniable regain de vigueur, à tel point qu'une victoire à la prochaine élection provinciale, dont la date reste inconnue au moment d'écrire ces lignes, n'est pas à écarter. Mais en retour, la crise étudiante pourrait aussi avoir pour effet de « réveiller » la droite…

C'est pourquoi il faut se montrer prudent avant de conclure dans un sens (disparition de l'axe fédéraliste-souverainiste) ou dans l'autre (retour de l'axe gauche-droite). D'ailleurs, si les coups de sonde électoraux de l'été 2011 laissaient entrevoir une transformation du paysage politique avec la CAQ qui trônait alors dans les sondages[6], il s'est toutefois produit un retour de balancier. Depuis, la CAQ n'a cessé de descendre dans les sondages mesurant les intentions de vote des électeurs, ses appuis s'étant stabilisés autour de 25 %, avec cependant 40 % des électeurs pour l'appuyer dans la région de Québec[7]. En fait, les sondages traduisent les incertitudes actuelles de l'électorat. C'est dans ce contexte où les frontières idéologiques sont en mouvement que se repose la question de l'évolution historique de la droite québécoise.

*
* *

Après la déconfiture de l'ADQ à l'élection de décembre 2008, il était permis de croire que le dossier d'un « retour » de la droite avait été définitivement clos. D'aucuns affirmaient que cette élection signifiait un retour aux débats politiques plus traditionnels entre souverainistes et fédéralistes, voire que cette élection confirmait la tendance lourde de l'évanouissement de l'idéologie. Voilà qui rappelait l'avis plutôt radical d'un Doris Lussier qui, dès 1986 en période de *blues* référendaire, constatait l'inutilité de l'idéologie : « Au fond [...], en politique, la seule idéologie qui tienne, c'est de ne pas en avoir. [...] Le peuple se fout de la droite et de la gauche. Ce qu'il veut, c'est qu'on lui assure, la liberté et la prospérité. D'où qu'elles viennent. Et il sait qu'elles ne viennent pas des mots »[8]. Sans doute, peu de citoyens vont s'interroger longuement sur leur filiation idéologique, celle-ci relevant plus souvent du sens commun que de la réflexion profonde. Toutefois, cela ne veut pas dire que les citoyens s'engagent, participent et votent sans une grille d'analyse leur permettant de s'y retrouver, notamment en matière d'égalité comme l'ont bien montré Alain Noël et Jean-Philippe Thérien[9]. Et il faut se souvenir que, à certains moments, la dichotomie gauche-droite est moins présente et qu'elle ne structure pas toujours avec force le champ politique. Dans le cas du Québec, cela était d'autant plus vrai quand le débat politique était articulé autour de la question nationale. Il est difficile, comme nous l'avons mentionné plus haut, de dire ce qu'il en sera dans l'avenir quant à ce débat encore qu'il y ait des éléments laissant entrevoir que les bornes politiques sont bien en train de se déplacer, un peu à la façon de ce qui s'est produit dans les années 1960 et 1970.

Par ailleurs, toute interrogation sur la nature et l'évolution idéologique d'un système politique est tributaire de la manière dont on conçoit

la droite ou la gauche. Or il n'est pas aussi simple qu'il y paraît de définir ces catégories, car celles-ci relèvent en effet de l'univers des « connaissances tacites », c'est-à-dire des connaissances relevant d'une sorte de sens commun élaboré sans trop grande finesse théorique. La droite et la gauche s'inscrivent dans l'univers des représentations et, partant, elles sont des concepts à géométrie variable. « Il n'y a pas de position durablement et essentiellement de gauche ou de droite, écrit Alain Noël. L'axe droite-gauche définit une position réelle et durable, mais changeante quant à son contenu »[10]. Si, à une certaine époque, la droite se définissait par sa méfiance et son rejet de la démocratie, aujourd'hui on peinerait à trouver des discours explicitement antidémocratiques au sein des partis de droite. Les appels à renverser les démocraties pour les remplacer par des dictatures autoritaires ne sont plus à l'ordre du jour et elle est acceptée comme une sorte d'horizon indépassable, ce qui ne veut pas dire par ailleurs que l'on en partage la même vision[11]. Celle de la droite repose sur une vision plus proche de la gouvernance entendue comme un processus non partisan, lequel n'a guère besoin que la société participe, sauf au moment des élections, au processus d'élaboration des politiques. Au contraire, la gauche va mettre l'accent sur cette nécessaire implication du corps social qui doit croire à l'action collective, laquelle est vue comme le moyen de former une société politique. Ainsi compris, la gauche se caractérise par une vision politique progressiste, voire optimiste, où l'État a un rôle central à jouer dans la poursuite de l'égalité. À droite, on se montre plus pessimiste sur les capacités des individus à agir collectivement et on demande à l'État de garantir l'ordre social, voire une certaine moralité, et non pas de s'ingérer dans les processus sociaux. La justice sociale est plutôt vue comme étant une illusion. Ainsi, pour ceux qui sont résolument à droite, l'État ne peut et ne doit pas favoriser l'égalité des conditions. Or ce sont ces grandes questions pérennes qui semblent revenir à l'avant-plan.

À bien y réfléchir, que l'axe droite-gauche soit plus présent dans les discours ne devrait pas autant surprendre. La droite québécoise n'a pas disparu du paysage politique avec la mort de Maurice Duplessis et l'affaissement de l'Union nationale (UN). L'UN sous Daniel Johnson ou encore les créditistes dans les années 1960 et 1970 et, plus récemment, l'ADQ (sans compter une portion appréciable des électeurs du PLQ) ont tous incarné une droite plus ou moins vivace dans le paysage politique[12]. Constituée de différents alliages, cette droite est plus ou moins conservatrice ou néolibérale selon les moments. Elle est faite de « conservateurs tranquilles » qui en viennent à croire que, pour une raison ou une autre, la Révolution tranquille est allée trop loin, d'une droite néo-libérale voyant l'État québécois comme un mammouth trop gourmand au plan fiscal, et de quelques conservateurs traditionalistes minoritaires qui se désespèrent de l'évolution prise par l'Occident.

En ce sens, il est étrange qu'un auteur ait affirmé que le conservatisme était mort « quelque part vers 1965 »[13]. Si, par-là, il veut dire que la réflexion des intellectuels à propos du conservatisme est moribonde ou encore que la réflexion engagée pour le définir, comme on pouvait l'imaginer avec Edmund Burke ou Michael Oakeshott, n'a pas donné les fruits escomptés, il faut alors lui donner raison. Mais cela ferait abstraction du fait que la réflexion sur le conservatisme et la droite ne survient pas seulement dans le ciel des idées, et qu'elle s'incarne dans des groupes et des partis qui ont les deux pieds, pour le dire ainsi, dans l'univers des « connaissances tacites » évoqué plus haut. On peut bien trouver ces derniers indigestes intellectuellement mais ils n'en demeurent pas moins conservateurs et de droite, pour autant que l'on abandonne les définitions trop rigoristes en la matière. D'où l'intérêt renouvelé d'examiner à nouveaux frais la droite aujourd'hui.

*
* *

Les différents textes réunis ici se donnent pour objectif d'interpréter le phénomène de la droite en lui donnant une épaisseur historique, théorique et philosophique. Certains des textes sont plus critiques et engagés que d'autres face à leur sujet, comme c'est le cas avec celui qui ouvre le dossier. En effet, Julián Castro-Rea, professeur en science politique à l'Université de l'Alberta, offre une vue d'ensemble de l'émergence de la droite nord-américaine au XX^{e} siècle ainsi qu'une critique des politiques de droite, ce qu'il appelle une « grille d'analyse alternative ». En utilisant les lumières de la comparaison entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, il réinscrit le Québec au carrefour des grandes évolutions idéologiques et politiques qui ont frappé le continent nord-américain depuis les trente dernières années. C'est que le Québec a été, comme les autres sociétés des Amériques, sous l'emprise des vents de droite qui ont balayé les continents, notamment à partir des années 1980. Le texte de Castro-Rea permet donc de saisir les grandes orientations de la droite qui se développent depuis un bon moment sur une toile de fond nord-américaine.

Dans un texte plus circonscrit au plan temporel, le politologue Frédéric Boily analyse une période précise ainsi que l'action de deux gouvernements, soit ceux de Jean Lesage (1960-1966) et de Robert Bourassa (1970-1976). Il s'agit d'examiner comment les gouvernements libéraux de cette époque se situent sur l'axe droite-gauche alors que cette période de la fin des trente glorieuses est marquée par l'étatisme et le keynésianisme. L'auteur montre que la conception d'un État agissant qui mène le gouvernement de Jean Lesage ne doit pas faire oublier que certains acteurs du gouvernement de l'époque n'étaient pas tous des réformistes. Par la suite, on

assiste avec Robert Bourassa à une évolution graduelle vers la formation d'un gouvernement de centre droit, plus particulièrement lors de son deuxième mandat.

Par la suite, Catherine Côté, qui est professeure à l'Université de Sherbrooke, s'intéresse à la droite dans les médias. Pour ce faire, elle fait un pas en arrière, question de brosser un rapide tableau de l'évolution historique des médias au Québec et cela, afin d'identifier le contexte qui prévaut aujourd'hui et qui rend possible la réinscription des débats politiques dans un espace gauche/droite. Délaissant un certain type de questions au profit de celles ayant un caractère économique plus prononcé, quelques commentateurs proposent – l'ancien chef adéquiste Mario Dumont étant l'un d'entre eux – un « cadrage » économique des questions d'actualité, pour reprendre un terme propre à l'analyse de la communication politique. Bref, la légitimité de la droite a grandi dans l'espace public et médiatique au cours des dernières années.

Lorsque nous réfléchissons à la question de l'idéologie, nous pensons presque exclusivement au gouvernement fédéral ainsi qu'à ceux des provinces. Rarement s'interroge-t-on sur la gauche et la droite en milieu municipal. Pourtant, on pourrait soupçonner que des hommes politiques comme le maire Jean Tremblay de Saguenay ou encore la défunte mairesse Andrée Boucher de Sainte-Foy et Québec, étaient de droite. C'est à la présence de l'axe gauche-droite dans la vie politique des villes au Québec que Laurence Bherer et Sandra Breux de l'Université de Montréal nous invitent à réfléchir. Dans un texte finement élaboré, ces deux spécialistes de la participation politique locale nous rappellent que la politique municipale se prête mal à la dichotomie gauche-droite. Il arrive cependant, nous disent-elles, que des lignes partisanes gauche-droite émergent à certains moments, comme cela fut le cas, en 1994, avec Vision-Montréal qui faisait la promotion d'un programme d'une réduction de l'interventionnisme municipal. Règle générale, c'est toutefois l'idéal communautaire de l'apolitisme qui domine l'esprit de la politique municipale, ce qui par ailleurs n'est pas sans occasionner certains travers, comme celui de la dévitalisation de la démocratie au sein des municipalités québécoises.

Les deux textes qui suivent délaissent les chemins de l'histoire politique pour emprunter ceux de l'analyse théorique. Le premier est celui de Jean-François Caron, un jeune docteur du département de science politique de l'Université Laval et aujourd'hui chercheur post-doctoral à l'Université libre de Bruxelles. Caron revient aux débats théoriques qui ont secoué les XVIII^{e} et XIX^{e} siècles quant à la façon de penser l'appartenance à un ensemble culturel ou national. Il cherche à établir s'il existe une filiation intellectuelle avec la façon dont le débat gauche-droite s'est structuré quant aux grands idéaux de 1789 et la manière de penser le pluralisme, laquelle serait propre à ce qu'il nomme la « gauche multiculturelle » et la

« droite nationaliste ». L'auteur montre que le débat perdure toujours aujourd'hui, bien qu'à une autre échelle et avec moins de force que dans le passé, chez certains intellectuels québécois. Ce texte rappelle que les questions issues de 1789 n'ont pas toutes trouvé leurs réponses.

Le texte du professeur de philosophie Christian Nadeau de l'Université de Montréal complète bien celui de Caron dans la mesure où il en poursuit la réflexion. Plus précisément, le texte réfléchit à la possibilité d'un rapprochement entre les deux branches du conservatisme en sol canadien. Comme le dit Nadeau, les conservatismes québécois et canadien sont à la fois proches et lointains, la question nationale continuant d'être une ligne de démarcation entre les deux mouvements. Nadeau croit pourtant qu'il pourrait y avoir, malgré les différences, de possibles rapprochements entre les deux pour autant que Stephen Harper soit enclin à faire quelques « concessions symboliques ». Ce faisant, les deux pourraient ainsi se renforcer mutuellement, encore qu'aujourd'hui la droite conservatrice québécoise reste floue. Par ailleurs, Nadeau termine en mettant en cause l'idée voulant que seule la droite se préoccupe de l'épaisseur historique de la société québécoise et il pense que la gauche peut se réapproprier ce terrain. Ce texte clôt d'ailleurs bien un dossier dont l'un des objectifs était de montrer ce qu'il reste encore à investiguer et ce, tant au plan historique (l'évolution de la droite au Québec) qu'en ce qui concerne la nature de la droite aujourd'hui, notamment son rapport à la question nationale.

Notes et références

1. Philippe Boudreau et François Cyr, « Recomposition du paysage politique. Des questions pour les progressistes », *Le Devoir*, 31 août 2011.
2. Éric Duhaime, *L'État contre les jeunes. Comment les baby-boomers ont détourné le système*, Montréal, VLB éditeur, 2012.
3. André Pratte, « Legault défini », *Cyberpresse*, 3 septembre 2011.
4. Jean-Marc Piotte, « Le flirt entre l'ADQ et la CAQ », *Le Devoir*, 9 septembre 2011.
5. Jean-Marc Salvet, « La CAQ adopte son premier programme », *Le Soleil*, 21 avril 2012.
6. Comme l'indiquait un sondage Crop-*La Presse* montrant qu'un éventuel parti mené par François Legault, récolterait 40 % s'il y avait une fusion avec l'ADQ de Gérard Deltell. Paul Journet, « Legault mène, le PQ saigne », *La Presse*, 25 août 2011.
7. Sondage CROP, *Évolution du climat politique au Québec*, 18 au 23 avril 2012.
8. Cité par Ronald Poupart, « Il n'était pas un idéologue », dans *Robert Bourassa : un bâtisseur tranquille*, sous la direction de Guy Lachapelle et Robert Comeau, Québec, PUL, 2003, p. 183.
9. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, chap. 1.

10. Alain Noël « Un homme de gauche ? », *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 137.
11. Frédéric Boily, *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée*, Québec, PUL, 2010, chapitre un.
12. *Ibid*., chap. 4.
13. Il s'agit du politologue Gilles Labelle qui s'entretient avec André Baril, *Philosopher au Québec. Deuxièmes entretiens,* sous la direction de Christian Frenette, Québec, PUL, 2011, p. 135.